

ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 93-2026

*Portant dérogation de l'utilisation de la salle Ste Anne jusqu'à
2h00 du matin le Samedi 20/06/2026*

Certifié exécutoire
compte tenu de la
publication en
mairie le :

15/06/2026

Le Maire,
Marc Malfatto



Le Maire de la Commune de Gréolières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la santé publique,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L571-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu l'Arrêté n° 37-2026 portant délégation de fonction et de signature de Monsieur Constantin GIUGE 2ième adjoint, sur la sécurité,

Vu la demande d'utilisation de la salle municipale Ste Anne, de Madame SALOMON Stéphanie, à l'occasion d'une fête d'anniversaire,

Vu l'arrêté n°64-2023 réglementant le site de Ste Anne,

CONSIDERANT que l'utilisation de la salle municipale Ste Anne doit être réglementée en ce qui concerne les nuisances sonores ;

CONSIDERANT qu'il convient de veiller à ce que la tranquillité du voisinage et celle du village ne soient pas troublées ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame SALOMON Stéphanie est autorisée à utiliser la salle municipale Ste Anne le Samedi 20 juin 2026, de 08h00 à 02h00 du matin, à l'occasion d'une fête d'anniversaire.

ARTICLE 2 : La pétitionnaire est tenue de prendre toutes précautions pour éviter que la tranquillité du voisinage ne soit troublée notamment par l'utilisation d'appareils diffusant de la musique ou instruments de musique, de chaîne HI-FI.

ARTICLE 3 : La pétitionnaire sera seule responsable des accidents qui pourraient se produire du fait de la présente location, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la salle, et devra se conformer au règlement intérieur de la salle municipale qui lui a été remis.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- M. le Sous-Préfet de GRASSE,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SERANON
- Madame SALOMON Stéphanie

Fait à Gréolières, le 12 juin 2026.

Pour le Maire et par délégation
Le 2ème adjoint
Constantin Giuge.



Toute décision réglementaire ou individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique sur l'application « Télérécours » accessible sur le site de téléprocédures ouvert aux citoyens : <https://www.telerecours.fr/> Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.